

PAR COURRIEL

Québec, le 20 octobre 2025

Madame Geneviève Biron  
Présidente et cheffe de la direction  
Santé Québec  
930, chemin Sainte-Foy, 6<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1S 2L4

Madame la Présidente et Cheffe de la direction,

Nous donnons suite à votre demande de dérogation pour motif de circonstances exceptionnelles du 25 septembre dernier afin de recourir à des agences de placement de personnel (agences) et à de la main-d'œuvre indépendante (MOI) malgré l'interdiction prévue à compter du 19 octobre 2025 pour les milieux mitoyens et pour certains titres d'emploi.

Après analyse, nous confirmons que cette demande est conforme à l'article 669 de la Loi sur la gouvernance du système de santé et services sociaux et au Règlement sur le recours aux services des agences de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le domaine de la santé et des services sociaux pour certaines unités administratives de Santé Québec situées en milieu urbain et mitoyen.

Dans ce contexte particulier, le ministre de la Santé autorise le recours aux agences et à la MOI du 19 octobre 2025 au 16 janvier 2026 inclusivement pour les unités administratives de Santé Québec pour un total de 184,4 équivalents temps complet (ETC), et ce, selon les titres d'emploi et les établissements indiqués dans le tableau ci-après. Les ETC mentionnés représentent le maximum autorisé par titre d'emploi pour la période en question. Rappelons également que le ministre de la Santé a autorisé, le 30 septembre dernier, le recours à un maximum de 37,5 ETC du 1<sup>er</sup> octobre 2025 au 16 janvier 2026 (Réf : 25-NE-00083) pour certains établissements en milieu urbain.

	CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	CIUSSS de la Mauricie et du Centre-du-Québec	CIUSSS de l'Estrie-CHUS	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	CISSS de Lanaudière	CISSS des Laurentides
Infirmière	8,0	31,5	6,0		13,8	50,9
Infirmière auxiliaire	5,0	12,2			0,6	
Inhalothérapeute		2,0				9,3
Pharmacien	6,0				0,6	5,0
Électromécanicien				0,5		
Mécanicien d'entretien (Milwright)				4,0		
Menuisier				4,0		
Ouvrier d'entretien général				10,0		
Ouvrier de maintenance				15,0		

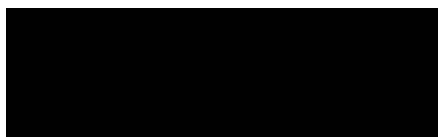
Toutes autres dispositions prévues à la Loi, au Règlement et à la Loi sur les contrats des organismes publics demeurent applicables. De plus, selon les informations reçues par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), le contrat 2023-8179 applicable en milieu urbain est terminé. Nous vous invitons à communiquer avec le CAG pour tout questionnement afin de respecter les modalités contractuelles applicables.

Advenant que de nouvelles situations devaient générer un besoin de recourir à des agences, Santé Québec devra produire une nouvelle demande comprenant toutes les données probantes ainsi qu'un plan d'action spécifiant comment les établissements prévoient mettre fin à l'utilisation des agences de placement de personnel et à la MOI. Cette demande devra être présentée au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) au plus tard le 15 décembre 2025.

Le MSSS salue les efforts réalisés pour diminuer significativement le recours aux agences et à la MOI dans ces unités administratives ainsi que l'embauche de 1 107 personnes issues des agences.

Veuillez agréer, Madame la Présidente et Cheffe de la direction, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,



Daniel Paré

c. c. M. Luc Desbiens, Centre d'acquisitions gouvernementales  
M. Vincent Lehouillier, Santé Québec

N/Réf. : 25-MS-02062-001